

*Communiqué de presse SNES-FSU académie de Limoges
16 décembre 2020*

Rentrée 2021 : 23 suppressions d'emplois de professeurs de Second degré Cadeau de Noël pourri pour les élèves et les professeurs !

Le ministre Blanquer vient d'annoncer la suppression de 23 emplois de professeurs de collèges et lycées pour la rentrée 2021 dans l'académie de Limoges alors que les effectifs élèves devraient augmenter de 0,8% soit +380 élèves !

Traditionnel cadeau de Noël sous Blanquer, ces 23 nouvelles suppressions s'ajoutent aux 60 emplois déjà supprimés depuis 2018, le nombre d'élèves ayant augmenté.

C'est à une dégradation continue de l'encadrement des élèves à laquelle est soumise la communauté scolaire : hausse des effectifs par classe, suppression des heures de travail en petit groupe, renvoi de l'aide aux élèves aux heures supplémentaires des professeurs dont la charge de travail ne peut plus être alourdie. Pourtant, jeu de bonneteau, les suppressions d'emplois sont à nouveau soi-disant compensées par une hausse équivalente des heures supplémentaires : depuis la rentrée 2018, ce procédé dilatoire n'est jamais suivi d'effet sur le terrain.

Alors qu'à l'issue du confinement, les difficultés scolaires ont explosé, ces suppressions vont les amplifier et démontrent que Macron et Blanquer sont prêts à sacrifier des générations entières sur l'autel de leur idéologie libérale.

Abandon du collègue, réformes du bac et du lycée, ParcoursSup, inclusion scolaire sans moyens, projet de réforme de l'éducation prioritaire, projet d'alourdissement des missions des enseignants, destruction de leur formation initiale... tout concourt depuis 2017 à une attaque frontale du Service public d'Éducation, de ses personnels, de l'élan de démocratisation engagé depuis le milieu des années 80. A cela s'ajoute la gestion chaotique de la crise sanitaire qui confine à une désorganisation permanente, au mépris des personnels. L'Éducation est décidément une chose trop sérieuse pour la laisser aux mains de Blanquer.

Le SNES-FSU appelle, à la tête d'une large intersyndicale, les personnels à l'action tout au long du mois de janvier et à la grève le mardi 26 janvier contre la politique de casse menée par Blanquer. Ça suffit !